



**Conseil économique
et social**

Distr.
LIMITÉE

E/CN.4/Sub.2/2002/L.45
13 août 2002

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Sous-Commission de la promotion et de
la protection des droits de l'homme
Cinquante-quatrième session
Point 6 de l'ordre du jour

**QUESTIONS SPÉCIFIQUES SE RAPPORTANT
AUX DROITS DE L'HOMME**

M^{me} Hampson: amendement au projet de résolution E/CN.4/Sub.2/2002/L.19

Il est proposé d'apporter les changements ci-dessous au texte du projet de résolution
E/CN.4/Sub.2/2002/L.19:

2002/... Protection internationale des réfugiés

La Sous-Commission de la promotion et de la protection des droits de l'homme,

Rappelant que la Déclaration universelle des droits de l'homme proclame que tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits et que chacun peut se prévaloir de tous les droits et de toutes les libertés qu'elle consacre, sans distinction aucune,

Rappelant aussi la Déclaration et le Programme d'action de Vienne adoptés par la Conférence mondiale sur les droits de l'homme, ainsi que l'article 14 de la Déclaration universelle des droits de l'homme qui réaffirme que chacun, sans distinction d'aucune sorte, a le droit de chercher et de trouver asile dans d'autres pays pour échapper à la persécution, ainsi que celui de retourner dans son propre pays,

Réaffirmant l'importance de la Convention relative au statut des réfugiés de 1951 et du Protocole y relatif de 1967, ainsi que le rôle décisif que ces instruments continuent de jouer dans la protection des droits des réfugiés dans le monde entier, et se félicitant de l'adoption par les États parties de la Déclaration de la Réunion ministérielle organisée par le Gouvernement suisse et le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés à Genève, les 12 et 13 décembre 2001,

Notant que le Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés est chargé de surveiller l'application des conventions internationales assurant la protection des réfugiés et que l'efficacité de la coordination des mesures prises à cet effet est fonction de la coopération que les États lui apportent,

Saluant les efforts entrepris par le Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés pour faire valoir les principes du droit des réfugiés, des droits de l'homme et du droit humanitaire et mettre en œuvre assurer la mise en œuvre de la Convention relative au statut des réfugiés de 1951 et le Protocole y relatif de 1967,

Rappelant sa résolution 2000/20 du 18 août 2000 relative au droit de demander l'asile et d'en bénéficier et sa résolution 2000/21 du 18 août 2000 relative à la détention de demandeurs d'asile,

Préoccupée par le fait que le sort des réfugiés reste un problème grave dans le monde entier, ~~et par le fait que les réfugiés sont à juste titre en proie à la crainte d'être persécutés en raison de leur race, de leur religion, de leur nationalité, de leur appartenance à un groupe social particulier ou de leurs opinions politiques, et en particulier~~ *Préoccupée également* par le sort des femmes et des filles réfugiées, qui courent le risque supplémentaire de subir des violences ~~et des persécutions~~ sexistes lorsqu'elles fuient leur pays d'origine et lorsqu'elles se réinstallent, ainsi que par la situation à laquelle elles se heurtent lorsqu'elles ~~sont obligées de retourner~~ retournent dans leurs foyers,

Préoccupée en outre aussi par le fait que les causes profondes ~~qui ont provoqué~~ de la fuite des réfugiés n'ont pas encore reçu toute l'attention nécessaire,

1. *Réaffirme* l'importance du principe fondamental du non-refoulement ~~contenu dans la Convention relative au statut des réfugiés de 1951 et le Protocole y relatif de 1967~~ dont l'applicabilité est consacrée par le droit international coutumier;

2. *Se déclare préoccupée* par le sort de ceux qui ont risqué leur vie en quittant leurs foyers pour fuir la persécution, et par d'autres circonstances comme la faim et le dénuement, dues en partie à des relations économiques internationales injustes, et *réaffirme* que les droits fondamentaux de ces personnes doivent être protégés comme le prévoient les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, en particulier la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés et le Protocole y relatif de 1967;

3. *Note avec inquiétude* que le sort des femmes et des filles réfugiées ~~a si gravement empiré qu'il~~ appelle l'attention urgente de la communauté internationale et *invite instamment* les États, le Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés et le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme à redoubler d'efforts pour protéger convenablement ces femmes et ces filles conformément aux instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme;

4. *Rappelle* aux États que la détention des demandeurs d'asile et des réfugiés est une mesure d'exception qui ne doit s'appliquer que dans des cas individuels lorsque l'autorité compétente le juge nécessaire conformément au droit international des réfugiés et au droit international humanitaire, et encourage les États à rechercher d'autres solutions que la détention et à faire en sorte que des enfants de moins de 18 ans ne soient pas détenus;

4.5. *Invite instamment* la communauté internationale à redoubler d'efforts pour répondre aux besoins ~~de ces~~ des personnes demandant asile notamment en leur donnant accès à des procédures d'asile équitables et efficaces, ou, quand il n'en existe pas, en leur permettant d'en appeler au Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés pour faire déterminer leur statut;

5.6. *Encourage* *Invite* les États à profiter de l'assistance juridique, technique et logistique du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés ~~et du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, tant pour les normes à appliquer que pour la détermination~~

du statut des intéressés; pour se doter de capacités adéquates en matière d'accueil et d'hébergement des réfugiés;

6. — ~~*Prie instamment* les États concernés de mettre un terme au renvoi forcé dans leur pays d'origine des réfugiés qui ont de bonnes raisons de craindre d'être persécutés à leur retour en raison de leur race, de leur religion, de leur nationalité, de leur appartenance à un groupe social particulier ou de leur opinion politique;~~

7. ~~*Recommande* aux États qui ne s'accordent pas sur le statut de réfugié d'une population donnée de coopérer avec le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et les autres parties intéressées pour faciliter la vérification du statut de ceux qui se disent réfugiés, selon une méthode juste et impartiale, et de rechercher une solution conforme aux normes internationales relatives aux droits de l'homme; *Prie* les États qui ne sont pas partie à la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés et au Protocole de 1967, et, éventuellement, ceux qui ne se sont pas dotés de procédures équitables et efficaces en matière d'asile, de consulter le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés avant de déterminer si une personne a droit au statut de réfugié;~~

8. ~~*Rappelle* aux États qu'ils ont l'obligation de ne pas renvoyer dans leur territoire les personnes qui craignent à juste titre d'y être persécutées à leur retour.~~

8. — ~~*Décide* d'inscrire la question à l'ordre du jour de sa cinquante-cinquième session, au titre du même point.~~
